

Monsieur le Préfet de Région PACA

A l'attention de la DREAL/SBEP
16 rue Zattara
CS 70248
13331 Marseille Cedex 3

Aix en Provence, le 28 Mars 2023

Nos Réf : AB/JPB/PP/AD n°269

Objet : Réponse au courrier du 23 Janvier 2023, relatif à la consultation sur le projet de Schéma Régional des Carrières

Monsieur le Préfet,

En réponse à votre courrier cité en objet, nous consultant sur le projet régional des carrières, vous trouverez ci-dessous l'ensemble de nos observations :

Par un courrier du 11 juin 2021, nous vous avons alerté sur la faible prise en compte des enjeux agricoles dans le projet de Schéma Régional des Carrières, dans une Région connue pourtant pour son agriculture d'excellence, à la fois performante et dynamique mais aussi gestionnaire d'écosystèmes.

Certes, le diagnostic de l'agriculture a été complété, mais un problème de fond subsiste quant au niveau de prise en compte des enjeux agricoles, qui emporte tout le reste.

A l'exception des PAEN, très peu présents à l'échelle des territoires concernés, et des Zones Agricoles Protégées dont le règlement interdit les projets industriels, aucun des différents types d'espaces agricoles répertoriés par le schéma n'est concerné par un enjeu de préservation rédhibitoire ou fort.

Les espaces agricoles régionaux sont classés parmi les enjeux modérés dans la grille d'évaluation des enjeux environnementaux à prendre en compte dans la démarche ERC. Sur ce point essentiel, le projet de Schéma Régional des Carrières tel qu'il est présenté, n'est pas conforme aux orientations du SRADDET.

Nous proposons que soient classés comme enjeux forts dans la grille de sensibilité proposée au point 6.1 au minimum les espaces agricoles suivants :

- les terroirs de production à la qualité et la spécificité reconnues (AOP, IGP et en Agriculture Biologique), constituant le socle de filières régionales d'excellence telle que la filière viticole, et support de l'attractivité touristique du territoire
- les secteurs à haut potentiel agronomique équipés à l'irrigation sous pression ou en gravitaire, qui concentrent de nombreuses exploitations, des productions à forte valeur ajoutée (arboriculture, maraîchage, cultures semencières ...) et constituent une partie significative de l'avenir économique et alimentaire du territoire.

Cette disposition permet également de mettre en cohérence les mesures 35 avec la mesure 29. Celle-ci préconise en effet l'évitement pour les surfaces agricoles définies ci-dessus.

En effet, les règles LD2-Obj49A et LD2-Obj49B du SRADDET (cf. Objectif 49 : Préserver le potentiel agricole régional) qui, pour la première vise à « éviter l'ouverture à l'urbanisation et le déclassement des surfaces agricoles équipées à l'irrigation pour atteindre zéro perte de surfaces agricoles équipées à l'irrigation à l'horizon 2030 » et qui pour la seconde « demande à identifier les espaces agricoles à enjeux et à potentiel sur la base de plusieurs critères dont le potentiel d'agriculture urbaine et périurbaine et les productions labellisées », justifient clairement un relèvement du niveau d'enjeu retenu par le SRC et plus précisément une évolution du niveau d'enjeu modéré vers un niveau d'enjeu à minima fort, pour tout ce qui est :

- des zones irrigables et des zones aménagées pour l'irrigation de manière individuelle ou collective.
- des zones d'appellation d'origine protégée, notamment celles qui font l'objet d'une délimitation parcellaire,
- des secteurs cultivés en agriculture biologique
- des espaces agricoles à vocation alimentaire situés à proximité des pôles urbains et/ou identifiés dans le cadre des Projets Alimentaires Territoriaux portés par les collectivités locales

A noter d'ailleurs que le SRADDET s'exprime peu ou pas sur un développement potentiel des carrières, mais en revanche met l'accent sur la nécessité de développer le recyclage et l'économie circulaire, et fait de la préservation de l'agriculture et de son économie l'un des grands objectifs de la Région.

La Profession partage ce positionnement et considère, comme l'institution régionale, que la baisse des surfaces agricoles équipées à l'irrigation, comme la consommation de terroirs où se développent des productions labellisées constituent une menace forte pour la pérennité des exploitations agricoles et le maintien d'un certain nombre de filières agricoles et agroalimentaires de la région. Leur conservation est donc une priorité largement partagée par les différents niveaux d'institutions territoriales. C'est également le positionnement des services de l'Etat, dans le cadre de la lutte entreprise contre la consommation des terres agricoles et dans le cadre de l'encouragement à la mise en place de nouvelles gouvernances alimentaires locales (attentes sociétales fortes).

La mesure 46 limite les projets soumis à étude préalable lorsqu'ils suppriment de manière définitive plus de 5 ha de terres agricoles. Nous demandons que le seuil soit porté à 1 ha afin d'éviter que les projets ne soient tronçonnés en tranche de 5 ha pour échapper à la réalisation de l'étude préalable. De plus, le seuil d'1ha serait en cohérence avec les arrêtés préfectoraux de nos différents Départements (06 ; 13 ; 83 & 84) ayant abaissé le seuil de déclenchement de l'Etude Préalable Agricole obligatoire pour tout projet consommateur d'espaces NAF.

Par ailleurs, nous tenons à souligner que ces études, recouvrant la démarche ERC (Eviter Réduire Compenser) doivent être anticipées et réalisées le plus en amont possible des projets de manière à permettre une réelle adaptation du projet à son environnement, cela en fonction des incidences identifiées.

Nous demandons également que tout projet de carrière situé en zone agricole soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF.

Sur les conditions d'intégration des mesures du Schéma Régional des Structures aux documents d'urbanisme, la mesure 9 préconise, pour préserver les grands gisements nationaux ou régionaux, de classer l'ensemble de ces zonages en zone agricole ou naturelle non constructible, hormis pour les constructions nécessaires à la production agricole et sans alternative géographique possible. Cette rédaction nous semble beaucoup trop restrictive au regard de l'importance des zonages cités, par exemple dans le cas des vallées alluviales, source de gisements d'intérêt régional sur de larges territoires, qui sont aussi le support d'une

forte présence de sièges d'exploitation en activité. Les exploitations présentes peuvent avoir besoin de se développer et construire les bâtiments nécessaires à leurs activités. Une délocalisation des bâtiments, pour répondre à la préservation de ressource minérale, nous semble disproportionnée, au regard des enjeux de fonctionnement des exploitations agricoles, de temps de travail, de déplacements induits, mais aussi souvent de surcoûts de construction sur des zones plus difficiles d'accès ou en pente. Cette mesure risque également de conduire à une incitation à la dispersion de bâtiments en zone agricole, plutôt qu'au regroupement des unités d'exploitation, difficilement compréhensible pour préserver le paysage ou le milieu naturel.

Nous proposons de remplacer cette condition par une obligation de classement en « zone agricole ou naturelle non constructible, hormis pour les constructions nécessaires aux activités agricoles et permises par les articles R151-22 à R151-26 du Code de l'Urbanisme ».

Le schéma argue de mesures de réduction voire de mesures de suppression des impacts « facilement » réalisables en secteur agricole (mesures 52 et 56), dans le cadre d'un réaménagement agricole après exploitation, notamment pour les plaines agricoles alluviales comme en Durance.

En réalité, restituer des surfaces agricoles, c'est-à-dire un sol vivant et fertile, apte à produire moyennant des pratiques culturales ordinaires et des résultats satisfaisants en termes économiques (rendements) n'est pas chose simple et les expériences en cours non encore suffisamment abouties pour pouvoir considérer les techniques mises en œuvre comme acquises.

Les terres restituées à l'agriculture sont trop souvent chargées en cailloux qui empêchent toute remise en culture. L'épierrage indispensable alors pratiqué par de gros engins fragilise les sols en convalescence dont la protection n'est pas sensée admettre ce type d'intervention à cause des risques élevés de compaction. Ce qui au mieux retarde considérablement la période de convalescence indispensable au retour de sols structurés et fertiles, et donc la restitution des sols aux exploitations et à l'économie agricole. Le délai de 3 ans est avancé fréquemment, cette restitution est dans la plupart des cas très largement supérieure, à supposer qu'une restitution acceptable ait bien lieu. Le recul en la matière n'existe pas à ce jour. En revanche les expériences malheureuses sur les conditions de décapages et de stockage des sols sont légion, comme la difficulté de retrouver des épaisseurs de sol correctes.

Sans parler du « mirage » du concept dit du « réaménagement agricole transitoire » en fond de fouille, dans l'attente d'un réaménagement définitif remis à plus tard faute d'import de remblai suffisant programmé sur des décennies.

Sans parler non plus de tous les cas d'extraction en eau, qui ne permettent pas la préservation de la terre végétale fertile, condition indispensable à un réaménagement agricole du site acceptable en termes de rendements.

Les projets de remise en état doivent se baser sur des protocoles et des durées de retour à l'activité agricole réalistes. La perte de foncier agricole doit être évaluée dans le cadre de l'étude préalable agricole, en application de l'article L112-1-3 du Code Rural, et le cas échéant être compensée par des mesures adaptées.

Nous demandons également que tout projet touchant les secteurs agricoles soit soumis à l'établissement d'un protocole de réaménagement agricole du site et que ce protocole soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, la Chambre régionale d'agriculture de Provence Alpes Côte d'Azur émet un avis défavorable au projet de Schéma Régional de Carrières.

Cet avis de la profession agricole pourrait évoluer vers une acceptation du projet à condition :

- De requalifier les enjeux des secteurs agricoles labellisées en AOP et en bio, ainsi que les secteurs irrigués en enjeu fort, conformément aux orientations du SRADDET.
- De requalifier les espaces agricoles classés en ZAP en enjeu rédhibitoire quel que soit le règlement de la ZAP.
- De soumettre les projets de carrière en zone agricole à l'avis conforme de la CDPENAF.
- De soumettre les projets de carrière à étude préalable lorsqu'ils suppriment de manière définitive plus de 1 ha de terres agricoles.
- De soumettre les projets de carrière en zone agricole à l'établissement d'un protocole de réaménagement agricole du site et que ce protocole soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF, avec l'obligation pour le carrier d'avoir un Maître d'œuvre du réaménagement agricole sous le contrôle des Organismes Professionnels Agricoles.

- De permettre les constructions nécessaires aux activités agricoles pour les zonages correspondant aux gisements d'intérêts régionaux en zone A ou N.

Souhaitant vivement que l'ensemble de des éléments soient pris en compte dans l'élaboration du Schéma Régional des Carrières je vous prie d'agréer, **Monsieur le Préfet**, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président



André BERNARD